

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

\*\*\*\*\*

*Paix -Travail -Patrie*

REPUBLIC OF CAMEROON

\*\*\*\*\*

*Peace -Work -Fatherland*

**PLAIDOYER EN FAVEUR D'UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DES  
RECOMMANDATIONS PERTINENTES ISSUES DU GRAND DIALOGUE NATIONAL  
(GDN) ET DE LA PRISE EN COMPTE DE LA VOIX DES FEMMES DANS LES  
PROCESSUS DE PAIX**

Par la

**Plateforme de Consultation des Femmes Camerounaises pour le Dialogue National**

**Rapport d'évaluation lié à la participation des femmes au GDN**

*« Les processus de paix qui incluent les femmes en qualité de témoins, de signataires, de médiatrices et /ou de négociatrices ont affiché une hausse de 20% de chances d'obtenir un accord de paix qui dure au moins deux ans. Cette probabilité augmente avec le temps, passant à 35% de chances qu'un accord de paix dure quinze ans »*

Laurel Stone, *« Analyse quantitative de la participation des femmes aux processus de paix »*

## INTRODUCTION

Le Grand Dialogue National (GDN) tenu du 30 septembre au 4 octobre 2019 a concentré l'attention nationale et internationale, suscitant des attentes et espérances diverses. Les mouvements de femmes ont été particulièrement actifs dans les consultations pré dialogue. Les données recueillies restent approximatives quant au taux de participation réelle des femmes, que ce soit lors des consultations ou au grand dialogue à proprement parler. C'est donc fort à propos si les recommandations des unes et des autres portaient les espoirs d'une prise en considération plus effective de la gente féminine dans les différents processus de prise de décision touchant à la vie de l'État et en ce qui concerne leurs préoccupations en particulier. Un an après la tenue de ce dialogue, de nombreuses failles perdurent dans la résolution des conflits au Cameroun, parmi lesquelles : la faible implication de toutes les parties prenantes, les difficultés à dialoguer, la négation du conflit et des faits, le discours non coordonné et violent des principaux acteurs du conflit et personnalités publiques, la désinformation, le choix de solutions inadaptées et un manque de solidarité entre camerounais, l'extrême égo des parties en conflit. C'est le constat fait par les femmes de la plateforme, réunies le 4 novembre 2020 à Douala, pour réaffirmer leur exigence du début en demandant au gouvernement de s'attaquer aux causes profondes des conflits de façon holistique et par un dialogue franc et inclusif. Le présent document réitère le présent rapport évaluatif lié à la participation des femmes au GDN, initialement publié en octobre 2019 et actuellement révisé.

## I- CONTEXTE

Reconnaissant la gravité des conflits qui secouent le Cameroun notamment dans trois régions, (Nord-Ouest, Sud-Ouest, et Extrême-Nord) ainsi que l'insécurité et les enlèvements à l'Est et dans la région de l'Adamaoua, des dizaines de milliers de personnes étant touchées de manière significative par les déplacements forcés, les femmes, les enfants, les personnes âgées et les jeunes étant les plus affectés ;

Dans l'optique de s'assurer que les femmes et les jeunes sont impliqués dans les processus de prévention et résolution des conflits en cours ;

Rappelant et soulignant la nécessité d'inclure les voix des femmes et conformément aux

normes nationales et internationales en la matière, en particulier la Résolution 1325 du CSNU et le Plan d'Action National (PAN) du Cameroun pour la mise en œuvre de cette résolution, dans un cadre de participation égale afin de fournir des contributions constructives et utiles pour un processus inclusif de dialogue national ;

Nous, femmes leaders de la société civile sous la bannière de la «*Plate-forme de Consultation des Femmes Camerounaises en vue du Dialogue National*», y compris des femmes de la diaspora et des femmes de tous les horizons, demandons une fois de plus, par la présente, au gouvernement du Cameroun, d'initier un vrai processus de dialogue national et d'y inclure les voix des femmes pour la recherche des solutions durables et la consolidation de la paix au Cameroun comme le stipule la constitution camerounaise du 18 janvier 1996, et le PAN du Cameroun de la Résolution 1325 du CSNU, et d'autres textes de lois internationales ;

Considérant les conclusions de l'analyse de la dimension genre dans les conflits, menée par WILPF Cameroon et ses partenaires de juillet 2019 à mars 2020 ;

Soulignant la nécessité de la participation des femmes au processus d'un autre dialogue, nous engageons également les femmes dans l'élaboration de solutions durables de consolidation de la paix pour tous les conflits qui secouent actuellement le Cameroun, en mettant un accent particulier sur la construction d'une culture de la paix dans tout le pays. Ceci est en accord avec la **résolution 1325 du CSNU et ses résolutions connexes** qui soulignent l'importance de la participation des femmes à toutes les phases de la prévention des conflits, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix ;

Conscientes de l'importance des instruments juridiques nationaux suivants adoptés et promulgués par le Cameroun et de la création de mécanismes de mise en œuvre y afférents en vue de protéger les droits fondamentaux de la femme en général et plus spécifiquement dans le domaine Femmes, Paix et Sécurité, d'assurer un meilleur respect du bilinguisme et du multiculturalisme et de réaliser un processus de désarmement, nous reconnaissons par la présente que le gouvernement camerounais a fourni des efforts considérables pour protéger les droits des femmes, néanmoins des lacunes persistent en termes d'application et de mise en œuvre concernant certains aspects de ces lois ;

De plus, rappelant la prééminence des instruments juridiques internationaux sur les lois

nationales telle qu'énoncée à l'article 45 de la Constitution du Cameroun ; par la présente, nous réaffirmons notre attachement aux instruments juridiques internationaux ratifiés, en vue de créer un contenu permettant de nouer un dialogue effectif avec le Gouvernement camerounais afin de rechercher une paix durable en réponse les aux conflits en cours ;

Des femmes camerounaises ont répondu à l'appel du Chef de l'État du 10 Septembre 2019 convoquant un Grand Dialogue National et se sont mobilisées sous la bannière de la **«Plate-forme de consultation des femmes camerounaises en vue du dialogue national»** y compris les femmes de la diaspora et les organisations partenaires, ainsi que ses réseaux des femmes de tous les horizons, pour élaborer et soumettre à la table du dialogue, un Mémoire<sup>1</sup> contenant quelques préalables pour la conduite d'un autre dialogue national en tenant compte des différents conflits et problèmes qui affectent le Cameroun.

## II- JUSTIFICATION

Dès l'appel au dialogue national le 10 septembre 2019, la plateforme «Femmes Camerounaises pour des Élections Pacifiques et l'Éducation à la Paix » que coordonne la section camerounaise de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF Cameroon) a organisé avec d'autres partenaires, une pré-consultation des associations de femmes afin de discuter de la démarche à suivre collectivement pour faire entendre la voix des femmes lors du dialogue national annoncé.

Créée le 16 juillet 2016 dans le but de promouvoir la participation des femmes dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix en général, et en particulier dans la conduite d'élections apaisées, la plate-forme dispose d'un comité de coordination composé de quinze organisations de la société civile représentant les dix régions du Cameroun.

La concertation pré-dialogue s'inscrivait en droite ligne du Plan d'Action National de mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) adopté par le gouvernement du Cameroun le 16 novembre 2017, avec entre autres axes

---

<sup>1</sup> Mémoire en annexe

stratégiques la participation des femmes aux processus de paix. La concertation a permis de recueillir des avis et contributions des femmes venues de toutes les régions du Cameroun en vue d'assurer leur participation efficace au processus de dialogue annoncé pour une paix durable au Cameroun.

Le présent document de plaidoyer est justifié par l'évaluation globale de la dynamique des conflits qui ont contribué à la situation politique et humanitaire précaire actuelle du Cameroun en soulignant les causes profondes des conflits ; par l'analyse de la dimension genre dans les conflits qui a révélé d'importantes failles dans la résolution des conflits au Cameroun.

### III- FORMAT ET MÉTHODOLOGIE

Ce document est la réédition du document de plaidoyer qui a été rédigé en octobre 2019 à la suite de cinq consultations directes menées depuis juillet 2019, par les membres de la « Plate-forme de consultation des femmes camerounaises en vue du dialogue national ». Ces consultations se sont tenues tant en zones rurales qu'urbaines, regroupant des femmes venant de toutes les régions du pays et certaines de la diaspora. Y ont pris part, les leaders OSC de femmes ou celles soutenant les actions de femmes, des femmes du NOSO, des personnes victimes des conflits, personnes déplacées internes, des femmes journalistes et jeunes femmes. Les consultations ont été renforcées par la création d'une Salle de veille et d'alerte, mécanisme permanent de collecte de données au numéro vert 8243, l'intégration des résultats de « **l'analyse de la dimension genre dans les conflits au Cameroun** ». Nous avons également sensibilisé et mobilisé des associations dirigées par des femmes; veillé à ce que les capacités techniques des femmes d'associations soient renforcées grâce à l'organisation des ateliers; créé des plates-formes pour partager les expériences et recueillir des contributions significatives concernant les processus de dialogue national; consolidé la position des femmes en formant des coalitions volontaires; enfin, nous avons consulté des leaders d'OSC de femmes de la diaspora, organisé et pris part à des réunions de planification communautaire pour veiller à ce que la prise de position des femmes soit approuvée et transmise aux parties prenantes et canaux appropriés.

Notre document a été élaboré également sur la base des meilleures pratiques

régionales et internationales en matière d'organisation des dialogues nationaux inclusifs. Selon les meilleures pratiques, nous avons relevé la nécessité de veiller à ce que le processus de consultation du dialogue national soit participatif, inclusif et permette une participation égale des acteurs clés, y compris des femmes et des jeunes.

#### **IV- ÉTAT DES LIEUX POST DIALOGUE**

##### **1- Prise en compte des propositions faites par les femmes**

###### **Concernant les recommandations Générales :**

Nous avons noté pour le féliciter les mesures d'apaisement prises par le Chef de l'État notamment l'arrêt des poursuites contre 333 prisonniers de la crise anglophone et la libération de 102 prisonniers du MRC et ses alliés.

Également apprécié à sa juste valeur, l'inclusion bien que faible des femmes et des jeunes parmi les personnes invitées au GDN. Pour illustrer, on a les exemples du SUD: (29 hommes et 01 femme, soit 96.67 % et 3.33 %) ; du NORD (13 hommes et 02 femmes, soit 86.67 % et 13.33 %) et l'Extrême-Nord (21 hommes et 03 femmes, soit 87.5 % et 12.5 %).

###### **Recommandations liées aux questions spécifiques des femmes**

De façon concrète, nous avons relevé les recommandations relatives aux réformes du secteur de l'éducation ; la prise des mesures visant à accorder une amnistie générale pour favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées.

Nous avons également noté l'idée de procéder au recensement de toutes les personnes déplacées et d'évaluer leurs besoins socio-économiques de base (écoles, établissements de santé, logements...) ainsi que celle de fournir des «kits de réinstallation et de réintégration» aux réfugiés et aux déplacés internes.

Les autres points positifs notés étaient :

- La création volontariste d'emplois durables pour les jeunes et les femmes, en particulier dans les régions touchées par la crise ;

- Appuyer les communautés et les autorités locales surtout les femmes déplacées et retournés, en raison de précarité, en leur facilitant l'accès aux ressources pour développer de réelles opportunités de réintégration (activités génératrices de revenus, etc.).
- L'indemnisation des particuliers, des congrégations religieuses, des palais des chefs, des communautés et des unités privées de production et de prestation de services au titre des pertes subies, et la mise en place de programmes d'assistance sociale directe aux victimes;
- L'application effective de l'article 23 alinéas 2 de la loi portant orientation de la décentralisation qui stipule que la loi de finances fixe, sur proposition du gouvernement, la fraction des recettes de l'État affectée à la Dotation générale de la Décentralisation ;
  - L'adoption des mesures spéciales pour la reconstruction des infrastructures ;
  - Le renforcement de l'autonomie des collectivités territoriales décentralisées ainsi que la mise en place d'un plan spécial de reconstruction en faveur des zones touchées par la crise ;

## **2- Analyse du rôle et de la participation des femmes**

### **Représentativité des femmes**

La participation des femmes des différents points de vue et bords aux processus de dialogue est d'importance capitale tel que reconnu par le gouvernement dans son PAN 1325. En effet, ledit plan d'action national dans son point 4-1 vision et orientations stratégiques, stipule qu'à l'horizon 2020, les engagements et la redevabilité du Cameroun sur les femmes, paix et sécurité sont atteints à travers :

- a) Le leadership et la participation des femmes dans le processus de prévention et de gestion des situations de conflit, de construction de la paix et de cohésion sociale ;
- b) Le respect scrupuleux du droit international humanitaire et des instruments juridiques de protection des droits des femmes et des filles contre les violences sexuelles et basées sur le genre en période de conflit armé ;
- c) Une meilleure intégration de la dimension genre dans l'aide d'urgence, dans la reconstruction pendant et après les conflits armes ainsi que dans le traitement du passé ;
- d) Le renforcement des mécanismes institutionnels et la collecte des données

quantitatives et qualitatives sur la prise en compte du genre dans les domaines de la paix, sécurité, prévention et résolutions des conflits.

En outre, Selon ONU Femmes, lorsque les femmes participent aux processus de paix, la probabilité du maintien en place des accords de paix sur une période d'au moins deux ans augmente de 20% ; la probabilité qu'un accord reste en place pendant au moins 15 ans augmente de 25%. C'est la raison pour laquelle, parlant de la Résolution 1325 du CSNU, Kofi Annan dit ceci : *"La Résolution 1325 fait la promesse aux femmes du monde entier que leurs droits seront protégés et que les obstacles à leur participation égale et leur pleine implication dans le maintien et la promotion d'une paix durable seront supprimés. Nous devons respecter cette promesse "*.

Au sujet du grand dialogue national de 2019, nous notons que :

- 600 délégués ont pris part aux échanges du GDN ; et la présence des hommes a été largement supérieure à celle des femmes;
- Au niveau des postes de responsabilité, une femme seulement a été à la tête d'une commission sur 14 femmes des bureaux des commissions;
- Aussi, sur les 120 personnes responsabilisées dans la facilitation du dialogue soit en tant que présidents de commission, vice-présidents, rapporteurs ou personnes ressources seules 14 femmes.

Une fois encore se pose avec acuité si ce n'est inquiétude, la participation réelle des femmes aux rendez-vous importants de la vie politique de leur pays. Pour le cas d'espèce, la faible représentativité de la gente féminine au GDN interroge sur la rigueur de la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement notamment dans son Plan d'Action National sur la résolution 1325 et de ses obligations internationales et régional en matière de droits des femmes.



## V- RECOMMANDATIONS EN VUE D'UN AUTRE DIALOGUE NATIONAL

Au regard des défis sécuritaires et de la violence qui perdure, nous recommandons fortement la tenue d'un deuxième dialogue national, qui soit considéré comme une étape ayant planté le décor pour un engagement ultérieur. Nous suggérons les recommandations suivantes liées à la forme, aux garanties et au suivi, qui nous semblent essentielles pour la paix :

### 1- Environnement propice au dialogue

- Créer un environnement favorable dans lequel les gens peuvent s'exprimer librement sans crainte de représailles et un climat nécessaire au succès du processus de paix au Cameroun notamment en poursuivant la prise des mesures d'apaisement dont l'amnistie générale à tous les prisonniers des diverses crises sociopolitiques, ainsi qu'aux combattants séparatistes. Ceci permettra d'avoir une accalmie générale ;

- Construire des mesures de renforcement de la confiance en s'assurant que les parties en conflit s'accordent sur la méthode de résolution du conflit et en termes de discussions à travers la signature d'un accord d'engagement ;

- S'assurer que tous les prisonniers en raison des opinions sont effectivement libérés comme mesure de confiance visant à garantir un dialogue inclusif au Cameroun ;

- Développer des critères objectifs pour s'assurer que le processus de dialogue inclut toutes les factions et parties prenantes; veiller à ce que les femmes soient représentées à la table de dialogue ;

- Procéder à une révision consensuelle du Code électoral qui s'avère être un motif de division entre les Camerounais et un élément conflictogène à prendre avec beaucoup de sérieux ;

- Élaborer un programme d'éducation à la paix et la non-violence active afin de promouvoir une culture de la paix et construire une paix durable.

### 2- Suivi des recommandations issues du dialogue

- Mettre sur pied un comité de suivi des recommandations du dialogue indépendant, transparent, inclusif et multisectoriel sous l'égide de l'Union Africaine et vulgariser lesdites recommandations ;
- Élaborer et rendre public un agenda de mise en œuvre des recommandations issues du dialogue assorti de délais ;
- Créer une cellule de veille et de suivi-évaluation en vue d'une mise en œuvre effective et efficace de recommandations pertinentes issues du dialogue ;
- Intensifier sans retard la mise en œuvre des recommandations afférentes au développement pour renforcer la résilience dans les régions affectées et aux communautés touchées afin de les aider à se relever le plus rapidement possible.

### **3- Participation des femmes et des autres groupes pertinents**

- Assurer et améliorer la participation et l'inclusion des femmes, des jeunes dans la phase consultative en vue du dialogue, la phase du dialogue proprement dite et la phase de mise en œuvre des recommandations et autres phases subséquentes de poursuite de dialogue ;
- Adopter et mettre en œuvre des programmes holistiques et innovants visant à améliorer la situation des femmes, notamment des femmes autochtones et des femmes handicapées, des enfants, des personnes âgées et des jeunes touchés par les conflits au Cameroun ;
- Prendre des dispositions pour la mise en place d'une structure spécialisée dans les traumatismes afin de traiter les problèmes de violence sexuelle et sexiste dans les contextes humanitaires ;
- Aborder la question du pouvoir excessivement centralisé en déléguant le pouvoir aux populations de base au Cameroun, assurer une participation suffisante des femmes dans la gouvernance locale, à tous les niveaux de processus de la décentralisation ;
- Produire des données désagrégées relatives au dialogue à venir pour une meilleure prise en compte des différentes composantes de la société ;
- Impliquer les représentants des groupes armés et des leaders anglophones, des leaders traditionnels, d'opinion et religieux ainsi que les mécanismes traditionnels dans le processus du dialogue afin de favoriser une plus grande

inclusion et appropriation du processus au niveau local.

#### **4- Situation humanitaire**

- Procéder à l'évaluation des besoins en assistance : assistance juridique (produire les documents officiels : actes de naissance et CNI pour s'assurer une liberté de mouvement) ;

- Procurer une assistance alimentaire et veiller à la construction des abris aux retournés ;

- Approfondir l'écoute des femmes et filles ayant été victimes d'abus sexuels pour une meilleure prise en charge psychologique ;

- Mettre en place des systèmes de réponse aux crises adaptés à la dynamique des conflits ayant cours dans chaque région du pays.

#### **5- Poursuite du dialogue et des efforts de paix**

- Poursuivre le dialogue en mettant sur pied une commission Vérité, Justice et Réconciliation constituée de 30% des femmes en accord avec la résolution 1325, sous la direction de l'Union Africaine, avec pour mandat entre autres de mener des enquêtes sur les violences sexuelles, y compris les violations des droit humains, etc.

- Veiller à ce que les violences sexuelles fassent partie du mandat de recherche et surtout adopter une approche fondée sur les droits humains et respectueuse des obligations internationales et régionales en la matière.

- S'assurer que la commission soit impartiale, avec un contrôle de l'UA ou des membres internationaux et que les abus de toutes les parties y compris des forces de sécurité soient l'objet d'enquêtes ;

- Négocier et observer un cessez-le feu dans les régions du Nord-Ouest et du Sud- Ouest comme mesure importante à prendre en compte ;

- Ajouter le MINPROFF, le MINAS, les organisations de la société civile et les groupes de femmes comme membres du Conseil du Comité DDR pour une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des femmes, et des couches les plus vulnérables.

## CONCLUSION

Après avoir concentré l'attention nationale et internationale et suscité des attentes et espérances diverses, le GDN, plus d'un an après sa tenue, n'a pas convaincu bon nombre d'acteurs car la situation sécuritaire reste précaire.

En effet, des cas de violences et tueries ne cessent de se multiplier et les populations dans les zones en crise et zones impactées sont toujours confrontées aux mêmes réalités qui prévalaient avant le dialogue.

Les écoles de certaines localités restent fermées et inaccessibles, de nombreuses femmes et filles sont tuées, les journées de villes mortes imposées par les séparatistes aux habitants des régions du Nord et Sud-Ouest. Le Cameroun est entré dans un dangereux cycle de violence. Au début de l'année, les militaires ont tué des villageois et incendié leurs maisons à Ngarbuh. Ces derniers mois ont été marqués par la répression des manifestations pacifiques. Le 24 octobre dernier, des écoliers innocents ont été tués à Kumba. Des enseignants ont été enlevés à Kumbo, une école a été brûlée à Limbé après que les enseignants et les élèves aient été dénudés. La violence se poursuit sans interruption. Des attaques de la secte Boko Haram persistent dans la région de l'Extrême Nord.

En pensant aux victimes des crises qui secouent le Cameroun, nous voulons à travers ce document, faire un plaidoyer fort pour un réexamen des stratégies de dialogue en vue d'une gestion plus holistique, plus inclusive et plus efficace des conflits au Cameroun et des discussions de paix pour permettre à notre pays de redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être « **un havre de paix** ».

## ANNEXES

### 1- **Mémoire des femmes Camerounaises en vue d'un autre dialogue national**

#### **POSITION DES FEMMES CAMEROUNAISES SUR UN AUTRE DIALOGUE NATIONAL AU CAMEROUN**

##### **PRÉAMBULE**

Rappelant et soulignant la nécessité d'inclure les voix des femmes dans un cadre de participation égale afin de fournir des contributions constructives et utiles dans le processus de dialogue national lancé par le Président de la République du Cameroun depuis le 10 septembre 2019; nous, femmes leaders de la société civile sous la bannière de la «Plate-forme de Consultation des Femmes Camerounaises en vue du Dialogue National», y compris des femmes de la diaspora et des femmes de tous les horizons, avons produit ce mémorandum en prélude au dialogue, pour demander au gouvernement du Cameroun, d'inclure les voix des femmes dans la recherche des solutions durables pour la consolidation de la paix dans les conflits en cours au Cameroun.

Soulignant la nécessité de la participation des femmes au processus de dialogue, nous avons également engagé les femmes dans l'élaboration de solutions durables de consolidation de la paix pour tous les conflits qui secouent le Cameroun, en mettant un accent particulier sur la construction d'une culture de la paix dans tout le pays.

Conscientes des instruments juridiques nationaux suivants adoptés et promulgués par le Cameroun en vue de protéger les droits fondamentaux de la femme, nous reconnaissons par la présente que le gouvernement camerounais a fourni des efforts considérables pour protéger les droits des femmes, néanmoins des lacunes persistent en termes d'application et de mise en œuvre concernant certains aspects de ces lois :

- La Constitution camerounaise du 18 janvier 1996
- Loi n ° 2016/007 portant Code pénal camerounais modifiée le 12 juillet 2016
- Ordonnance n ° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant les règles régissant le régime foncier;

- Le Plan d'action national (PAN) de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 16 Novembre 2017 ;
- Le décret n ° 2017/013 du 23 janvier 2017 portant création de la Commission Nationale du Bilinguisme et du Multiculturalisme ;
- Le décret n ° 2018/719 du 30 novembre 2018 portant création du Comité National du Désarmement, Démobilisation et Réintégration.

De plus, rappelant la prééminence des instruments juridiques internationaux sur les lois nationales telle qu'énoncée à l'article 45 de la Constitution du Cameroun ; par la présente, nous réaffirmons notre attachement aux instruments juridiques internationaux ratifiés, en vue de créer un contenu permettant de nouer un dialogue effectif avec le Gouvernement camerounais afin de rechercher une consolidation de la paix durable en ce qui concerne les conflits en cours :

- L'Acte constitutif de l'Union africaine ;
- La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (également connue sous le nom de Charte de Banjul) ;
- La décennie de la femme africaine 2010-2020 ;
- L'Agenda 2063 de l'Union africaine ;
- La résolution 1325, qui reconnaît le rôle des femmes dans la prévention des conflits, le maintien de la paix, la résolution des conflits et la consolidation de la paix ;
- La Résolution 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui condamne les violences sexuelles comme armes de guerre ;
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF, 1979) ;
- La Convention sur les droits politiques de la femme du 7 juillet 1954, qui définit des normes minimales pour les droits politiques des femmes ;
- La Déclaration et le Programme d'Action de Beijing de 1995 qui visent à éliminer tous les obstacles à la participation active des femmes dans tous les domaines de la vie publique et privée ;
- Le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et ses protocoles additifs ;

- La Déclaration solennelle sur l'égalité des sexes en Afrique (2004), qui promeut l'égalité des sexes et protège les femmes de la violence et de la discrimination basée sur le genre ;
- Le Protocole de Maputo de 2003, qui traite des droits politiques, sociaux et économiques des femmes et des filles.

Reconnaissant le fait que le Cameroun est gravement touché par les conflits armés dans trois régions, ainsi que par l'insécurité et les enlèvements à l'Est et dans la région de l'Adamaoua, des dizaines de milliers de personnes étant touchées de manière significative par les déplacements forcés, les femmes, les enfants, les personnes âgées et les jeunes étant les plus touchés. S'assurer que les femmes et les jeunes sont impliqués dans le processus de résolution des conflits en cours et des problèmes de gouvernance au Cameroun est la meilleure option pour garantir une consolidation de la paix durable et une culture de la paix.

Dans ce contexte, la «Plate-forme de consultation des femmes camerounaises en vue du dialogue national» y compris les femmes de la diaspora et les organisations partenaires, ainsi que ses réseaux des femmes de tous les horizons, ont convenu de réarticuler la voix des femmes en 2020, et de soutenir le contenu essentiel de la résolution des conflits en cours et des problèmes de gouvernance affectant notre cher pays, et d'apporter une réponse humanitaire adéquate à l'ensemble des personnes affectées, y compris les personnes autochtones vulnérables, les personnes handicapées, les enfants, les personnes âgées et les jeunes touchés par les conflits au Cameroun.

## **PORTÉE, FORMAT ET MÉTHODOLOGIE**

Le présent mémorandum, dont la première publication a eu lieu le 28 septembre 2019, repose sur l'analyse de la dimension genre dans les conflits au Cameroun. Il prend en compte les différents conflits et problèmes de gouvernance affectant le Cameroun au cours des sept dernières années, de 2013 jusqu'à ce jour. C'est une évaluation globale de la dynamique des conflits et des problèmes de gouvernance qui a contribué à la situation politique et humanitaire actuelle du Cameroun en soulignant les causes profondes des conflits, les lacunes de l'état de droit, les conséquences et les voies de sortie possibles de la situation actuelle.

Une analyse de la dimension genre dans les conflits a été menée de juillet 2019 à mars 2020 a révélé les expériences vécues et les doléances des hommes, des femmes et des

filles de diverses franges de la société camerounaise en leurs propres termes, en vue de créer un espace de soutien aux efforts des femmes en ce qui concerne la prévention, la médiation et la participation à la résolution des conflits, et ce en dépit des obstacles majeurs qui subsistent à la participation effective des femmes aux processus de paix et de sécurité. En fournissant notamment des données ventilées par sexe, le rapport sert in fine de référence à la dynamique sexospécifique du pouvoir, à la fois pendant et au lendemain des conflits au Cameroun, pour l'élaboration de réponses et de stratégies appropriées fondées sur des preuves par les acteurs nationaux et internationaux.

Il convient de souligner que le présent document a été initialement rédigé en 2019, à la suite de cinq consultations directes menées depuis juillet 2019, les membres de la «Plate-forme de consultation des femmes camerounaises en vue du dialogue national» étant encore renforcés avec la création d'une Salle de veille et d'alerte, mécanisme permanent de collecte de données au numéro vert 8243, l'intégration des résultats de «l'analyse de la dimension genre dans les conflits au Cameroun». Notre document a été élaboré sur la base des meilleures pratiques régionales et internationales en matière d'organisation des dialogues nationaux inclusifs. Selon les meilleures pratiques, il est impératif de veiller à ce que le processus de consultation du dialogue national soit participatif, inclusif et permette une participation égale des acteurs clés, y compris les femmes et les jeunes.

Dans le souci de développer une position commune consensuelle connue comme «Les voix des femmes» en vue de fournir des contributions constructives et significatives au processus de dialogue national au Cameroun, nous avons appliqué la méthode suivante pour engager le dialogue axés sur les femmes avec des associations, des réseaux et des femmes de toutes les couches de la société: nous avons sensibilisé et mobilisé des associations dirigées par des femmes; nous avons veillé à ce que les capacités techniques des femmes soient régulièrement renforcées grâce à l'organisation des ateliers; créé des plates-formes pour partager les expériences et recueillir des contributions significatives concernant les processus de dialogue national; nous avons consolidé la position des femmes en formant des coalitions volontaires; nous avons consulté les femmes de la diaspora, nous avons organisé et pris part à des réunions de planification communautaire pour veiller à ce que la prise de position des femmes soit approuvée et transmise aux parties prenantes et canaux appropriés.



## QUESTIONS THÉMATIQUES SOULEVÉES LORS DE NOS CONSULTATIONS AVEC LES FEMMES

Au cours des consultations avec les femmes à la base au Cameroun et les femmes de la diaspora, nous avons discuté des questions suivantes :

- ✓ Violence sexuelle et violences basées sur le genre dans les régions touchées par le conflit et les communautés hôtes ;
- ✓ Dévolution limitée des pouvoirs de l'État vers diverses entités linguistiques, ethniques et politiques au Cameroun, ce qui a contribué à la fourniture inadéquate de services sociaux de base ;
- ✓ Apatridie - Accès limité aux actes de naissance dans la région de l'Extrême-Nord et destruction des actes de naissance dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;
- ✓ Faible accès à l'éducation, à l'alphabétisation fonctionnelle et aux compétences professionnelles ;
- ✓ Accès limité des femmes aux terres et aux biens immobiliers au Cameroun ;
- ✓ Accès aux postes de responsabilité dans la fonction publique et le gouvernement et aux postes électifs ;
- ✓ Incessantes violences verbales et physiques vis-à-vis de tous les membres de la société ;
- ✓ Prise de conscience insuffisante de la société sur les questions de paix ;
- ✓ Une population de jeunes désengagée souffrant de chômage aigu.

## RECOMMANDATIONS

Dans le but de proposer des solutions durables de consolidation de la paix et une culture de la paix au Cameroun, WILPF Cameroon et les membres de la «Plateforme de consultation des femmes camerounaises en vue du dialogue national», y compris les femmes de la diaspora, félicitent le gouvernement d'avoir pensé au dialogue national comme une issue, même si elles déplorent une participation non significative des femmes.

Le travail mené par WILPF et ses partenaires dans le cadre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en collaboration avec le gouvernement et qui a permis l'adoption du Plan d'Action National en novembre 2017, ainsi qu'à travers l'analyse de la dimension genre dans les conflits conclue en mars 2020 constitue la base

de contributions concrètes à un autre dialogue et à la paix dans notre pays. WILPF et ses partenaires s'appuient sur ses réseaux de femmes et de jeunes de toutes les régions du Cameroun et de la diaspora pour demander un vrai processus de dialogue et poursuivront leur quête d'une paix durable, même au-delà de ce processus inestimable.

Dans le cadre de notre contribution à ce deuxième dialogue national que nous souhaitons, nous présentons les conclusions de l'analyse de la dimension genre dans les conflits au Cameroun menée entre Juillet 2019 et Mars 2020, qui met en évidence les causes profondes des conflits, les diverses dynamiques de conflit et l'impact des conflits sur les hommes, les femmes et les filles. Un an après la tenue du grand dialogue national, de nombreuses failles perdurent dans la résolution des conflits au Cameroun, parmi lesquelles : la faible implication de toutes les parties prenantes, les difficultés à dialoguer, la négation du conflit et des faits, le discours non coordonné et violent des principaux acteurs du conflit et personnalités publiques, la désinformation, le choix de solutions inadaptées et un manque de solidarité entre camerounais, l'extrême égo des parties en conflit.

Le deuxième dialogue national devrait :

- Améliorer la participation et l'inclusion des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Ce serait une reconnaissance de la démocratie de la part du gouvernement ;
- Adopter des procédures globales et un climat nécessaires au succès dudit dialogue. Nous recommandons fortement que ce processus soit une première étape qui pose des règles de base pour un engagement ultérieur ;
- Créer un environnement favorable dans lequel les gens peuvent s'exprimer librement sans crainte de représailles ;
- Considérer l'importance cruciale de la neutralité pour la réussite de ce dialogue national. En conséquence, WILPF Cameroon et ses partenaires souhaitent ardemment que l'Union Africaine ou une autre entité internationale puisse faciliter ce processus capital ;
- Concrétiser l'éducation à la paix afin de promouvoir la culture de la paix en dehors des écoles ;
- Instituer un système de suivi et d'évaluation capable d'informer continuellement pour une meilleure stratégie à long terme.

## AU SUJET DES QUESTIONS AFFECTANT LES FEMMES

- Mettre en place des mesures qui réduiront l'impunité des auteurs de violences sexistes ;
  - Concrétiser l'institutionnalisation de l'éducation à la paix afin de promouvoir une culture de la paix à l'école et à l'extérieur de celle-ci ;
  - Institutionnaliser une procédure simplifiée d'accès aux actes de naissance légaux et aux cartes d'identité nationales détruites à la suite de la crise ;
  - Faciliter la bonne application des lois et des politiques de décentralisation
  - Instituer un système de suivi et d'évaluation capable de générer un retour d'information pour les stratégies à plus long terme ;
  - Décrire et encourager la mise en œuvre de mesures qui soutiennent à la fois l'éducation formelle et technique ;
    - Améliorer l'accès des femmes à la propriété ;
    - Assurer la représentation des sexes ainsi que l'attention voulue sur les questions de parité dans toutes les commissions envisagées après le dialogue ;
    - Intégrer le cessez-le-feu des deux côtés en tant que considération primordiale pour la réussite du processus de DDR ;
    - Envisager la création d'un organisme public de jeunes chargé de veiller à leur participation aux processus de développement ;
    - Adopter et mettre en œuvre des programmes holistiques et innovants visant à améliorer la situation des femmes, notamment des femmes autochtones et des femmes vivant avec un handicap, des enfants, des personnes âgées et des jeunes touchés par les conflits au Cameroun ;
    - Prendre des dispositions pour la mise en place d'une structure spécialisée dans les traumatismes afin de traiter les problèmes de violence sexuelle et sexiste dans les contextes humanitaires.

## 2- Listes des organisations ayant approuvé le mémorandum

N°	ORGANISATION	RÉGIONS
1	ACDER-Cameroon	Extrême Nord
2	Action de Solidarité pour les Droits Humains et la Démocratie (ASDHD)	Extrême Nord
3	Action for Peace and Development(APA)	Extrême Nord
4	Action pour la Protection en Afrique des Déplacés Internes et des Migrants Environnementaux (APADIME)	Littoral
5	Actions for Development and Empowerment (ADE)	Centre
6	ADEPVU – Helping Hands	Nord-Ouest
7	Afrique Développement Durable	Littoral
8	Agir ensemble pour l'autonomisation et droit des femmes et filles	Extrême Nord
9	A Nous Le Cameroun	Littoral
10	APAC (Association pour la Promotion des Albinos au Cameroun)	Extrême Nord
11	Article 55	Littoral
12	ASPIRCA, Association des Amis solidaires pour la prévention des infractions et la récidive carcérale	Est
13	Aspired Women Empowerment and Development Organization ( ASWEDO)	Nord-Ouest
14	Association AL-FAN	Extrême Nord
15	Association Charité sociale Humanitaire " CHASOH"	Littoral
16	Association CODED (Communautés et Développement Durable)	Littoral
17	Association Culture et Mission de Récréation (ACMR)	Littoral
18	Association des Femmes Bassessa	Ouest
19	Association des Femmes Rurales du Mayo-Tsanaga (KOM-FEG)	Extrême Nord
20	Association des jeunes pour la vulgarisation des droits humains et culture de la paix (AJVDHCP)	Nord
21	Association Femme pour la Femme (AFEF)	Littoral
22	Association Femmes et Développement	Littoral
23	Association Femmes et Enfants (AFE)	Littoral
24	ASSOCIATION FEUGOU CARE	Centre
25	Association for the promotion and insertion of persons living with disabilities (APIPDA)	Extrême Nord

26	Association Mieux-être	Littoral
27	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA RÉALISATION DES DROITS DE L'HOMME (APREDH)	Ouest
28	Association pour la Dénonciation des Violences faites aux Filles a et Hors de l'école	Extrême Nord
29	Association pour la Promotion et protection des Droits humains et accompagnement de la mère fille (APRODHFIM)	Adamaoua
30	Association pour la Promotion, le Développement, l'Encadrement des Femmes, Orphelins et Indigents (APRODEFO)	Littoral
31	Association pour la Protection des Enfants Éloignés de leur Famille au Cameroun (APEEFC).	Extrême Nord
32	Association pour la vulgarisation des Droits des femmes et des enfants	Littoral
33	Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Inter Active (ADISI)	Littoral
34	Association Réfugiés Sans Frontières	Littoral
35	Association SOLIDARITÉ POUR TOUS	Centre
36	Blessing Associates for Women and Children (BAWAC) Cameroon	Sud-Ouest
37	Centre d'Animation Rurale et De Développement Durable (CARDED)	SUD
38	Centre d'Appui à l'Auto Promotion pour le Développement Durable (CAPROD)	Extrême Nord
39	Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA)	Sud-Ouest
40	CESOQAR (Cercle des éducateurs solidaires des quartiers réunis)	Extrême Nord
41	CIBAEVA (Centre International Bilingue d'Accueil et d'Encadrement des Enfants Vulnérables)	Ouest
42	CIPRODED (Centre intégré pour la promotion du développement durable)	Ouest
43	Collectif des Femmes pour la Protection de l'Environnement de l'Enfant (COFEPRE)	Littoral
44	Collectif des OSC de Droits de l'homme dans la région de l'Extrême Nord (COSDHEN)	Extrême Nord
45	Comité des Femmes du SNIEB	Ouest
46	Comité Inter-Africain du Cameroun (IAC/CIAF)	Centre
47	Community Centre For Integrated Development (CCID)	Littoral
48	Conseil sur les Droits des Femmes (CDF)	Littoral
49	Denis Miki Foundation	Sud-Ouest

50	Efeti Ventures	Sud-Ouest
51	ENOMEDA (Entre Nous Mes Dames)	Littoral
52	Enough For All Organization (EFAO)	Nord-Ouest
53	Essoumam Foundation	Sud-Ouest
54	Femme du monde	Ouest
55	Femmes Entrepreneurs Cameroun	Littoral
56	Femmes Pour la Promotion du Leadership Moral (FEPLEM)	Est
57	Forum des Femmes Autochtones du Cameroun (FFAC)	Centre
58	GRIOTE	Littoral
59	Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun (GFAC)	Littoral
60	Growing Up Together	Ouest
61	Her Voice Club	Sud-Ouest
62	Hommes Engagés pour la Promotion du Genre et Egalité entre Sexes (HEPOGRES)	Est
63	Horizons Jeunes	Ouest
64	Humanitarian Association for the Less Privileged (HALP)	Nord-Ouest
65	Hurac (Centre de sensibilisation aux droits de l'homme)	Ouest
66	INTERNATIONAL FEDERATION OF WOMEN LAWYERS (FIDA CAMEROON)	Sud-Ouest
67	Investment Watch Initiative (I-WATCH)	Centre
68	L'association Camerounaise pour la Lutte Contre les Violences faites aux femmes et la participation au développement de la Femme Africaine (LUCOVIFA)	Littoral
69	Les amis du droit (ADD)	Ouest
70	Ligue des Droits et Libertés (LDL)	Ouest
71	Ligue des Femmes pour l'Éducation (LIFE)	Ouest
72	Local Youth Corner Cameroon, Maroua Extrême-Nord	Extrême Nord
73	Mbonweh Women's Development Association (MWDA) Cameroon	Sud-Ouest
74	MOPAFEJ (Mouvement Prioritaire pour les Actions en Faveur de l'Enfance et de la Jeunesse)	Est
75	Mother Of Hope Cameroon (MOHCAM)	North-West
76	Mouvement pour la Défense de Droits de l'homme et des Libertés (MDDHL)	Extrême Nord

77	Moudypen (Mouvement pour le développement dynamique et la protection de l'environnement)	Ouest
78	Nkongni INC	Ouest
79	Open Dreams	Nord-Ouest
80	Organisation Camerounaise de la Femme, de la Fille, de l'Enfant en Détresse et les Minorités (OCFED)	Extrême Nord
81	Organisation Camerounaise des Promotrices de la Paix, de la Démocratie et des Droits de l'Homme (OCPDDH)	Littoral
82	Organisation des Femmes Camerounaises de la Diaspora	France
83	Organisation Paysanne pour le Développement Rurale du CAMEROUN (OPADER-Cam)	Extrême Nord
84	Peace Bus Association	Littoral
85	Plateforme des Veuves du Wouri	Littoral
86	Plateforme Femmes Camerounaises pour des Élections Pacifiques et l'Éducation à la Paix	Littoral
87	PROWID	Littoral
88	Reach Out Cameroon	Sud-Ouest
89	Refugee Welfare Association Cameroon (REWAC)	Nord-Ouest
90	Réseau d'Association Féminine de Douala (RAFED 1 <sup>er</sup> )	Littoral
91	Réseau des Organisations Dynamiques de défense des Droits des personnes handicapées (DYNAMIQUE HANDI)	Littoral
92	Réseau national des tantines (RENATA)	Centre
93	Reset the Mind Association	Littoral
94	Rural and Urban Grassroots Business Women Association (RUGBWA)	Nord-Ouest
95	Rural Women Center for Education and Development (RUWCED)	Nord-Ouest
96	SERVITAS Cameroon	Littoral
97	South West Corn Farmers Cooperative (SWECOFACOOOP)	Sud-Ouest
98	Sustainable Women Organization	Sud-Ouest
99	Syndicat National Indépendant des Enseignants de Base	Ouest
100	Synergies Citoyennes pour le Développement Durable (SCIDD)	Littoral
101	Target Peace	Littoral
102	The Fomunyoh Foundation Women Empowerment Center (TTF/WEC)	Sud-Ouest

103	Communauté et Développement Durable (CODED)	Littoral
104	Hope for the Needy Association (HOFNA)	Nord-Ouest
105	Tomorrow Children	Ouest
106	Un Monde Avenir (1 MA)	Littoral
107	Women for Peace Mediation and Conflicts Prevention (WPMC)	Centre
108	Women in Alternative Action Cameroon (WAA Cameroon)	Centre
109	Women Peace Initiatives (WPI)	Littoral
110	Women's Advocacy and Communication Network (WANET)	Littoral
111	Women's Counseling and Information Center (WCIC)	Littoral
112	Women's International League for Peace and Freedom Cameroon (WILPF Cameroon)	Littoral
113	Cameroon for a World Beyond War	Ouest
114	Youths For Peace (YFP)	Est



